

# Les élites britanniques

*par François-Xavier Dudouet*

---

**Les élites britanniques se caractérisent par une très grande permanence de leurs stratégies de reproduction sociale. A partir d'une enquête originale sur les notices du *Who's Who*, Aaron Reeves et Daniel Friedman tentent d'identifier les logiques sociales d'évolution de ce groupe sur le long terme.**

---

À propos de : Reeves Aaron, Friedman Sam, *Born to Rule. The Making and Remaking of the British Elite*, Cambridge, London, The Belknap Press of Harvard University Press, 2024, 328 p., £20,00 (ISBN 9780674257719).

*Born to Rule. The Making and Remaking of the British Elite* est l'ouvrage de synthèse d'une vaste enquête menée par Aaron Reeves et Sam Friedman sur les élites britanniques. L'originalité et l'intérêt de leur recherche reposent sur un corpus de données exceptionnel, à savoir l'intégralité du *Who's Who* britannique depuis sa création en 1897, soit quelque 125 000 fiches biographiques. Un corpus qui fait rêver n'importe quel chercheur travaillant sur les groupes dominants. L'ouvrage était donc très attendu. Est-il à la hauteur de nos espérances ?

La thèse défendue par Reeves et Friedman est la suivante : malgré une diversification apparente des profils sociaux, scolaires et culturels, l'élite britannique demeure principalement recrutée parmi les groupes les plus favorisés, en particulier les familles les plus riches, les anciens élèves des *public schools* et les diplômés d'Oxford et de Cambridge. Cette reproduction sociale est d'autant plus efficace qu'elle se dissimule sous le registre du mérite et de la banalité. Les élites contemporaines se présentent comme « ordinaires », proches du peuple, alors qu'elles continuent à

bénéficiaire de privilèges sociaux exclusifs. Bien que la majorité des élites britanniques professe des idées progressistes qui les classent au centre gauche (*New Labour Left*) et à gauche (*Progressive Left*), une minorité — plus influente que les autres parce que plus riche — défend des idées nettement plus conservatrices. L'ouverture récente des élites, notamment à destination des femmes et des personnes de couleur, n'a pas encore eu d'influence notable sur le mode de reproduction des élites ni sur les idées conservatrices des plus riches. Reeves et Friedman concluent enfin par un plaidoyer en faveur d'une réforme radicale des conditions d'accès à l'élite afin de favoriser une représentation plus juste de la population britannique.

## Cadre théorique et dispositif méthodologique

Le cadre théorique s'inscrit dans une filiation intellectuelle avec Karl Marx, Vilfredo Pareto, Gaetano Mosca et C. Wright Mills, et plus secondairement Pierre Bourdieu. Ce genre de grand écart, s'il est fréquent dans la sociologie britannique des élites (Bottomore, 1964 ; Giddens & Stanworth, 1974 ; Scott, 2001), s'avère en revanche assez peu heuristique, tant les auteurs convoqués relèvent de traditions théoriques qui ne se parlent guère, quand elles ne sont pas antagonistes. C'est notamment le cas de Mosca et de Pareto, que les auteurs associent pourtant. On attribuera à l'humour britannique le fait d'avoir fait de Mosca un étudiant de Pareto (p. 32), alors que le premier publia avant le second et que leurs conceptions des groupes dominants s'avèrent radicalement différentes. Alors que, pour Mosca (1896), la classe dominante ne possède pas de mérites propres, mais construit un discours *ex post* pour justifier sa position, c'est tout l'inverse chez Pareto (1902), pour qui l'élite, définie par ses talents, est appelée à exercer le pouvoir.

On pourrait faire des remarques semblables pour les différents auteurs mobilisés par Reeves et Friedman : leurs références théoriques sont davantage cosmétiques que programmatiques et ne permettent à aucun moment de fournir une définition précise de l'élite et du pouvoir. Ils s'en cachent d'ailleurs assez peu, finissant par rapporter l'élite à la composition du *Who's Who*, tout en admettant qu'il s'agit d'une approximation de quelque chose qu'ils ne savent pas définir (p. 28). Ils justifient ce choix par trois raisons : 1) la proportion de personnes présentes dans le *Who's Who* (0,05 % de la population britannique) leur paraît « appropriée » ; 2) la moitié de ses membres occupe des « positions de pouvoir » ; 3) la présence dans le dictionnaire constitue en soi un acte de consécration sociale (p. 6). Si on peut comprendre le

troisième argument, on aimerait savoir pourquoi ce chiffre est « approprié » et ce qui fait une « position de pouvoir » d'élite ... Afin de préciser leur corpus, ils distinguent au sein du *Who's Who* une « élite riche » (*wealth elite*) choisie parmi les 1 % des Britanniques les plus fortunés, soit environ 20 % des membres du *Who's Who* ou 0,01 % de la population britannique.

Le socle empirique est donc constitué de 124 939 notices biographiques, dont environ 32 613 concernent des individus encore vivants en 2022. À ce corpus s'ajoutent plusieurs sources complémentaires : les registres successoraux britanniques (jusqu'en 1995, prolongés par des estimations), une enquête par questionnaire menée en 2022 auprès des membres du *Who's Who* (3 160 réponses), 214 entretiens biographiques (dont 144 réalisés par les auteurs), ainsi que des matériaux plus originaux, comme l'analyse des choix culturels exprimés dans l'émission radiophonique de la BBC *Desert Island Discs*, ou encore l'étude des décisions de la Cour suprême britannique au regard des propriétés sociales des juges.

## Principaux résultats

Le premier apport de *Born to Rule* est de montrer l'évolution sociologique des élites britanniques depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Celles-ci passent d'une structure traditionnelle dominée par les religieux et les militaires (30 % des membres du *Who's Who*) à une configuration où s'imposent les fonctionnaires et les juristes (près de 50 %). Cette évolution se ressent notamment dans la proportion de diplômés du supérieur, qui passe de 60 % à plus de 90 %. L'autre trait significatif est l'augmentation sensible de la présence des femmes, qui passent de 5 % dans les années 1980 à près de 20 % en 2022, et à 30 % si l'on compte les nouveaux entrants. Cette augmentation est essentiellement due à la hausse de leur niveau d'étude.

Les personnes de couleur, bien qu'elles aient connu une lente progression depuis les années 1950, restent en revanche très minoritaires (moins de 2 %, contre 8,2 % dans l'ensemble de la population britannique). Les goûts culturels ont aussi considérablement évolué : les loisirs aristocratiques centrés sur la chasse, la pêche et l'équitation laissent la place, à partir des années 1920, à des distractions plus intellectuelles orientées vers les arts et la littérature, avant que ne s'affirment des goûts plus ordinaires en lien avec la vie familiale, les animaux domestiques, le sport et la culture populaire. Cette rhétorique de l'ordinaire constitue toutefois un trompe-l'œil,

selon les auteurs, qui y voient une stratégie de légitimation adressée à l'ensemble de la population.

L'autre apport important est la persistance des voies scolaires traditionnelles d'accès à l'élite britannique que sont les *public schools* et les universités d'Oxford et de Cambridge. Bien que leur poids relatif ait fortement décliné sur la période, elles demeurent surreprésentées parmi les élites britanniques, offrant des chances d'accès entre 20 et 250 fois supérieures à celles permises par les autres formations. Toutefois, le dilettantisme qui pouvait les caractériser jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle — et qui permettait aux enfants de l'aristocratie d'intégrer Oxford et Cambridge indépendamment de leurs résultats scolaires — a disparu dans les années 1960, au profit d'exigences académiques de plus en plus fortes, en lien avec les attentes des firmes (p. 142).

L'un des résultats les plus surprenants est que les opinions politiques de l'élite britannique diffèrent finalement assez peu de celles de l'ensemble de la population. La différence se fait surtout sur les dépenses de l'État : les élites manifestent une prédilection pour les dépenses d'éducation (notamment les plus riches) et pour la défense nationale, alors que l'ensemble de la population britannique préfère une hausse des dépenses en matière de santé et de sécurité. Il existe néanmoins d'importants clivages idéologiques au sein de l'élite. Les « élites riches » sont nettement moins favorables à l'introduction de nouvelles taxes sur le capital, tandis que les femmes sont plus engagées que les hommes sur la question du féminisme, et les personnes de couleur plus concernées par les enjeux liés au racisme. Il est fort à parier, concluent les auteurs, qu'à mesure que les élites s'ouvriront aux classes sociales inférieures, aux femmes et aux minorités ethniques, les idées progressistes gagneront encore du terrain.

## Discussion critique

Si *Born to Rule* impressionne par l'ampleur de son matériau, il déçoit quelque peu par ses traitements statistiques et la construction de son argumentation.

En premier lieu, il manque à cet ouvrage un panorama complet et objectif des données recueillies. L'ensemble des résultats n'est jamais fourni de manière claire sous forme, par exemple, de tableaux détaillant les différentes variables et valeurs

observées. Ils sont distribués de manière parcellaire tout au long de l'ouvrage, souvent sous forme de graphiques peu lisibles qui ne permettent pas d'accéder à la mesure exacte des phénomènes. Certaines informations cruciales sont noyées au cœur de l'ouvrage, comme le taux de reproduction des élites (~17 %), qui n'apparaît qu'à la page 186 dans le chapitre dédié aux femmes.

Les auteurs évoquent à plusieurs reprises l'ouverture sociale des élites britanniques, mais, à l'exception du cas des femmes et des personnes de couleur, celle-ci n'est jamais analysée précisément. On sait que 24 % environ des élites sont issues des classes laborieuses et intermédiaires, mais comment ont-elles accédé à l'élite ? Combien d'entre elles sont passées par Oxford et Cambridge ? Quelle est la ventilation des activités professionnelles en fonction du genre, de l'origine ethnique et de la classe sociale ? La plupart des traitements statistiques sont bivariés, ce qui empêche des analyses complexes croisant plusieurs facteurs. On regrette ainsi l'absence d'analyses multivariées (ACM, classification, régressions), qui auraient permis d'accéder à une vision globale de l'élite et de ses segmentations. De manière générale, les auteurs ne mènent pas véritablement d'analyses exploratoires, se focalisant sur les observations confirmant l'idée d'une reproduction sociale et délaissant les autres.

Cette instrumentation des données au service de la thèse est renforcée par l'absence d'une définition claire de l'élite qui, à certains moments, permet aux auteurs de jouer sur les mots et les représentations du lecteur. Ainsi, dans le chapitre 4 consacré aux origines sociales, Reeves et Friedman soutiennent-ils que les origines sociales « élitistes » demeurent largement surreprésentées (p. 97-98). Ils justifient cette affirmation par le fait que 20 % des élites ont au moins un parent appartenant au 1 % le plus riche, 50 % au décile supérieur, et 76 % sont issus des cadres et professions intellectuelles supérieures (contre 37 % dans l'ensemble de la population britannique). Certes, plus on est riche, et plus on a de parents exerçant des professions supérieures, plus on a de chances d'appartenir à l'élite ; mais ces propriétés sociales ne signifient pas que l'on vient de l'élite. Celle-ci a été circonscrite aux 0,05 % de la population britannique, et non au 1 % ou aux 10 % les plus riches, encore moins aux 37 % de cadres et professions intellectuelles supérieures. Reeves et Friedman augmentent ainsi artificiellement le groupe de référence afin de justifier l'argument d'une reproduction sociale des élites. En toute rigueur, ils auraient dû s'en tenir à leur délimitation initiale et ne retenir que les individus dont l'un des deux parents, voire aïeux, était membre du *Who's Who*. En assimilant des groupes extérieurs, ils tronquent non seulement les résultats, mais s'interdisent de voir un fait social de première importance : la mobilité sociale vers l'élite depuis les groupes immédiatement inférieurs.

Ainsi, la thèse de la reproduction sociale — affichée dans le titre et répétée tout au long de l'ouvrage — peine à convaincre. L'argument principal, à savoir la perpétuation des voies d'accès à l'élite par la richesse, les *public schools* du groupe Clarendon et Oxbridge, ne concerne qu'une minorité des membres du *Who's Who* : autour de 20 % pour les 1 % les plus riches, au mieux 20 % pour les écoles du groupe Clarendon, environ 40 % pour Oxford et Cambridge. Certes, les individus qui en sont issus voient leurs chances d'accès démultipliées par rapport à ceux qui n'en bénéficient pas, mais 1) il ne s'agit là que d'un facteur explicatif, non d'une description de la composition sociale de l'élite ; 2) les effets cumulatifs entre les trois variables (richesse–Clarendon–Oxbridge) ne sont jamais mesurés. Les auteurs commettent ainsi l'erreur de confondre inégalité des chances et reproduction sociale. Or, la reproduction d'un groupe social ne recoupe pas nécessairement la reproduction biologique de ses membres (Passeron, 1991). Ainsi que l'observait Pareto (1902), le clergé catholique s'est reproduit durant des siècles sans que cette perpétuation ne repose sur la reproduction biologique de ses membres.

Ces défauts de rigueur analytique s'observent tout particulièrement dans l'interprétation que les auteurs font de la quête « d'ordinarité » qu'ils perçoivent chez les élites. Selon eux, ces déclarations ne seraient qu'une manière de monnayer leur légitimité auprès de la population (p. 59). Cette interprétation souffre d'une limitation théorique importante : elle suppose que la légitimité serait conférée par le peuple avant d'être revendiquée par les dominants. Ce point de vue a été développé par une partie de la sociologie américaine depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle (Goldhamer & Shils, 1939 ; Blau, 1964), mais il est beaucoup moins présent chez les sociologues européens dont les auteurs prétendent s'inspirer. Chez Mosca comme chez Weber, par exemple, la justification de la domination est certes une sociodicée, mais elle s'adresse prioritairement aux dominants, non aux dominés (Weber, 2014 ; Mosca, 1939). C'est à leurs propres yeux, et éventuellement à ceux de leurs pairs, que les dominants s'adressent lorsqu'ils construisent des discours de justification. Les fiches du *Who's Who* ne sont d'ailleurs pas tant destinées à l'ensemble de la population qu'aux autres membres du dictionnaire et à ceux qui y prétendent. C'est ce dont témoigne une enquêtée (p. 49), qui explique avoir volontairement omis d'indiquer sur sa notice son passage par une *public school*, afin de soustraire cette information aux yeux de ses collègues. De même, lorsque les enquêtés s'adressent aux chercheurs, ce n'est peut-être pas tant à l'ensemble de la population qu'ils ont le sentiment de s'adresser, mais à d'éminents représentants de « l'élite académique » britannique, professeurs à Oxford et à la London School of Economics — ce dont les auteurs ont parfaitement conscience, mais qu'ils préfèrent évacuer (p. 4). Reeves et Friedman manquent ainsi une partie

importante du travail de domination de leurs enquêtés, qui consiste à construire, à leurs propres yeux et à ceux de leurs pairs, un discours par lequel ils se sentent autorisés à commander.

On referme ce livre avec un sentiment de frustration : celui d'un rendez-vous manqué, qui aurait permis de voir les élites britanniques telles qu'elles sont, et non telles que l'on voudrait qu'elles soient. On aurait ainsi aimé connaître les différents segments qui la composent, les évolutions en cours qui semblent pointer vers une bureaucratisation accrue de leur recrutement, de leur activité et de leurs représentations. Formons le vœu que les données exceptionnelles recueillies par Reeves et Friedman feront un jour l'objet d'analyses plus complètes — et moins orientées au service d'une thèse unique.

Publié dans [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr), le 4 mai 2026.